

Egypte, l'an III de la révolution : espoirs, problèmes et difficultés

mardi 20 août 2013, par [CABRAL Jean-François](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juillet 2013).

La révolution égyptienne est un mouvement profond, de longue durée, qui sape lentement tous les dispositifs de domination et d'encadrement de la population, qu'ils soient institutionnels, religieux ou idéologiques. Dans le même temps, les révolutionnaires sont confrontés à des difficultés qu'il ne sera pas aisé de surmonter...

Sommaire

- [Les islamistes et la répressio](#)
- [L'opposition libérale, le \(...\)](#)

L'approfondissement de la crise économique joue évidemment un rôle décisif. La croissance de la dette est spectaculaire. Le gouvernement a tenté jusqu'à présent de vivre à crédit pour lâcher un peu de lest face à la population. Désormais l'austérité est à l'ordre du jour, condition sine qua non pour continuer à emprunter.

C'est ainsi que le prix du gaz, subventionné par l'Etat, devrait être très fortement réévalué. L'Egypte en dispose de réserves importantes et tout le monde l'utilise pour tout : cuire le pain, alimenter les pompes à eau pour l'irrigation, ou faire rouler les voitures. Conséquence des premières hausses, l'activité a déjà commencé à reculer, ce qui ne fait qu'encourager le gouvernement - dont les choix libéraux sont clairement affirmés - à avancer prudemment devant le risque d'explosion sociale.

Autre exemple, le prix des loyers. Le prix d'un taudis est de 300 LE [1], celui d'un appartement convenable est de 3 000 LE (sans compter le « pas de porte » de plusieurs dizaines de milliers de LE). Un jeune médecin employé dans un dispensaire gagne... 300 LE (par contre, dans les meilleurs hôpitaux privés, certains médecins peuvent gagner 50 ou 100 000 LE, voire bien davantage !) Une bonne partie du parc locatif au Caire bénéficie encore aujourd'hui d'un dispositif d'encadrement mis en place par Nasser, équivalent aux « loyers 1948 » à Paris. Résultat : un logement très acceptable peut coûter 30 à 50 LE par mois. Les propriétaires n'en peuvent plus. Tôt ou tard (et sans doute assez vite), ce dispositif devrait être mis en cause. Mais ce jour-là, c'est tout un équilibre qui sera rompu...

En même temps, la crise politique s'accélère. Le discrédit des Frères musulmans est une réalité impressionnante que l'on peut mesurer à tous les niveaux, y compris dans leurs fiefs comme le syndicat des médecins auxquels ils offraient depuis longtemps des emplois au sein des structures caritatives. Fait significatif, l'idée qu'ils sont « comme les autres » se répand partout, à cause des nombreuses affaires de corruption qui les mettent en cause.

Pourtant les difficultés auxquelles sont confrontés la jeunesse révoltée et le mouvement ouvrier sont bien réelles.

Les islamistes et la répression

Depuis les affrontements de décembre 2011, au cours desquels les militaires avaient été en première ligne pour réprimer et emprisonner sans jugement des milliers de jeunes de la place Tahrir, l'armée se tait et observe. Elle s'était donnée le beau rôle en destituant Moubarak, maintenant elle laisse les islamistes se salir les mains à leur tour, tout en défendant ses prérogatives (elle contrôle près du quart de l'économie égyptienne). Washington, de son côté, envoie régulièrement des signaux indiquant que le régime des Frères peut être une solution pour stabiliser la situation.

A première vue, la poussée des salafistes pourrait menacer la domination des Frères musulmans. Mais les salafistes se sont longtemps contentés de soutenir le régime en place, avant de se jeter dans l'arène politique en créant un parti, Al-Nour. Celui-ci a remporté 24 % des sièges de l'Assemblée du peuple lors des premières législatives, contre 47 % pour le Parti de la justice dirigé par les Frères. La concurrence est donc sérieuse. Mais à chaque fois que la contestation s'est un peu amplifiée, tant du côté de la jeunesse révolutionnaire que dans le « camp laïc » proche de la bourgeoisie libérale, les deux courants ont toujours su faire front ensemble.

Les rumeurs de complot sont incessantes. En avril-mai, après que les Frères avaient perdu plusieurs élections dans les universités, de mystérieuses intoxications alimentaires ont alimenté la suspicion envers les adversaires du régime. La stratégie de l'affolement est une des armes les plus couramment utilisées dans un pays où une partie de la population, notamment dans les campagnes, dispose de peu de moyens d'information et s'inquiète des désordres engendrés par la révolution.

Méthodiquement, le gouvernement sous l'autorité du président Morsi élu en juin 2012 tente d'accroître son emprise sur un appareil d'Etat qui a longtemps combattu les Frères musulmans, tout en ayant abrité en son sein nombre de ses sympathisants, même dans les moments de forte répression... En apparence, la police semble mal en point. La presse insiste sur les centaines de lynchages qui ont eu lieu depuis quelques mois. En mai, à Qatawiya dans le delta du Nil, des centaines d'habitants ont tué le fils d'un notable, figure locale des Frères musulmans, pour venger l'assassinat d'un villageois. C'est sans doute le signe que la population n'est plus prête à se laisser faire. Mais l'absence de la police a encore accru l'inquiétude de voir le pays sombrer dans le chaos, tout en créant une sorte d'illusion. Car l'appareil policier se reconstitue bien plus qu'il n'y paraît, même si des tensions avec le pouvoir peuvent vite ressurgir.

Une des grandes inconnues est ce que sont devenus les centaines de milliers d'informateurs et auxiliaires divers que le pouvoir avait l'habitude de mobiliser selon ses besoins, et que la population appelle les « baltaguis », les voyous. Eux aussi ont semblé pendant un moment s'être évaporés. Certains semblent pourtant avoir été intégrés dans ce qui pourrait ressembler à des « milices » contrôlées par les salafistes. Il est difficile de le démontrer avec certitude, mais les passerelles semblent nombreuses avec les Frères, capables de les utiliser à l'occasion de certaines contre-manifestations.

Un fait inquiétant : les assassinats ciblés, depuis quelques mois, de militants de gauche ou d'extrême gauche, ou de personnes connues pour être actives dans le mouvement de la jeunesse. Apparemment bien préparés, ces meurtres ont été présentés comme le résultat de « bagarres » qui auraient mal tourné, laissant planer une nouvelle inquiétude sur une répression qui aurait alors une tout autre envergure.

L'opposition libérale, le mouvement ouvrier et les révolutionnaires

L'opposition libérale s'est désormais en grande partie alliée aux partisans de l'ancien régime, cherchant au travers de la création du Front de salut national à propager l'illusion d'un seul camp, celui des laïcs face aux religieux. Elle mène aujourd'hui le combat à deux niveaux.

Au sein des institutions, les juges le plus souvent liés à l'ancien régime n'ont pas hésité à mettre en examen le Premier ministre, avant de déclarer inconstitutionnels... l'Assemblée constituante et le Sénat, tout en laissant à ce dernier la possibilité de continuer à légiférer : en réalité, une forme de compromis dans le bras de fer apparent qui les oppose aux islamistes. De son côté, le Sénat garde sous le coude un projet de loi qui devrait évincer plus de la moitié des juges de la Haute-Cour... mais il n'en fait rien pour l'instant.

Plus sérieusement, les partis regroupés au sein du FSN ont lancé une grande campagne de pétition (« Tamarod », la rébellion) demandant la démission de Morsi. Cette initiative se situait évidemment en retrait par rapport aux manifestations de décembre dernier qui avaient obligé Morsi à fuir en catimini son palais. Mais l'obtention de plus de 15 millions de signatures aujourd'hui, sous l'impulsion des jeunes qui s'en sont emparés, est en train de créer un vrai courant d'opinion susceptible de déborder le cadre politique restreint voulu par ses initiateurs, et de provoquer de nouvelles confrontations à l'occasion du premier anniversaire de l'élection de Morsi, le 30 juin.

Le fait est que tout cela se déroule dans un contexte particulier, où la classe ouvrière est bien présente : il n'y a jamais eu autant de grèves ouvrières depuis le début de la révolution. Mais ce constat doit aussi être tempéré, car il y a peu de victoires. Dans un contexte de crise économique, bien des patrons préfèrent lock-outer l'usine avant de réembaucher d'autres travailleurs à de nouvelles conditions, ou placer leurs capitaux ailleurs. L'usine textile de Mahalla Kubra, véritable symbole des luttes ouvrières depuis 2006, est en faillite. Il n'y a aucun repreneur en vue.

Le mouvement ouvrier n'a pas la même histoire qu'en Tunisie. Le syndicat officiel ETUF n'est pas seulement totalement intégré à l'appareil d'Etat depuis l'époque nassérienne, il n'a jamais eu le moindre rôle de contestation. Mais il reste incontournable car les cotisations sont prélevées à la source par l'employeur et servent entre autres à alimenter les caisses de retraites, et bien sûr une corruption énorme. Deux nouvelles confédérations existent pourtant : le syndicat indépendant EFITU (Fédération indépendante des syndicats égyptiens) dirigé par Kamal Abou Aita, un militant nassérien qui avait animé il y a quelques années une très importante grève des collecteurs d'impôts fonciers ; et l'Association démocratique des travailleurs dirigée par Kamal Abbas, réputé proche de l'extrême gauche, qui avait lui aussi animé dans le passé une grève majeure dans une usine sidérurgique d'Helwan, dans la banlieue nord du Caire, avant de créer un « centre social », lieu de regroupement pour les résistances ouvrières. Les deux jouissent d'un respect important mais n'arrivent pas à aller au-delà d'un petit nombre d'adhésions pour l'instant.

Le 1^{er} mai, le flot des manifestants était particulièrement maigre. La « fête du travail » officielle est désertée, mais sans laisser place à d'autres traditions, ce qui reflète aussi à cette étape le manque de coordination entre les multiples foyers de résistance, pourtant bien réels.

A l'extrême gauche, deux organisations existent, issues d'un même courant, l'IST [2]. Le Renouveau socialiste participe à un vaste regroupement antilibéral, le Tahaluf (Alliance populaire socialiste). Il est aujourd'hui confronté à deux difficultés : le fait d'avoir soutenu deux candidats au moment des présidentielles, Khaled Ali de la gauche radicale qui a obtenu 140 000 voix, et Abdel Fohtou présenté comme un dissident de gauche des Frères musulmans ; et le fait de se voir imposer par d'autres courants au sein de Tahaluf une orientation de soutien au FSN. Le résultat n'est guère

lisible.

Les Socialistes révolutionnaires de leur côté poursuivent méthodiquement leur construction en tant que groupe indépendant. Mais ils restent handicapés par leur politique d'interpellation des milieux influencés par les islamistes au moment où une partie de la jeunesse s'est aussi radicalisée contre les islamistes.

La tâche est donc immense. Les espoirs aussi.

Jean-François Cabral

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 45 (juillet 2013). <http://mpa2009.org/>

Notes

[1] Un euro = 9 livres égyptiennes (LE).

[2] International Socialist Tendency, le courant international dirigé par le SWP britannique.